

Jean Salem  
*Rideau de fer sur le Boul'Mich*  
Paris, Delga, 2009

## *Avant-propos de l'auteur (présente édition : 2009)*

Pourquoi rééditer un livre parlant de batailles désormais passées, d'un système social que l'on dit hors d'usage, de pays qui n'existent plus, et pourquoi reparler encore de campagnes de propagande qui ont, depuis fort longtemps, rempli tout l'office qu'on en escomptait ? Pourquoi revenir en 2009 sur l'antisoviétisme et, plus généralement, sur l'anticommunisme de la fin du siècle dernier ? — La « faute », si j'étais sommé de répondre à de telles questions, la faute en revient : 1°/ à la conjoncture ; 2°/ aux éditions Delga ; 3°/ à la *katastroïka* dont Mikhaïl Gorbatchev fut l'acteur le plus représentatif ; et 4°/ à l'accentuation du délire tendant à criminaliser tout système, voire tout mouvement social hostile au culte du veau d'or et aux valeurs du capital.

### I

« Le proverbe dit : “Morte la bête, morte le venin”. Mais le venin meurt-il aussi vite que la bête ? Et d'ailleurs la bête est-elle morte ? », demandait gravement l'essayiste Vladimir Volkoff, dès 1992<sup>1</sup>. Le même, déplorant au détour d'une page que le gouvernement de la Quatrième République ait laissé « insulter, discréditer, moquer, démoraliser l'armée qu'il envoyait se battre en Indochine et en Algérie, par des hommes déblatérant dans des cafés de Saint-Germain-des-Prés ou bavant impunément leur fiel dans des feuilles qui n'auraient pas

1. Volkoff (Vladimir), *La Bête et le venin, ou La Fin du communisme*, Paris, Éd. De Fallois / L'Âge d'homme, 1992, dos de couverture.

paru deux fois sous un Clémenceau »<sup>1</sup>, le même prévenait, dès ce moment-là, contre la « naissance d'une conspiration à ciel ouvert » : le « néo-communisme », menaçant en Russie, geignard en Occident, prenait-il le soin de préciser<sup>2</sup>. — Nous y voici. Ou presque.

Ainsi – exemple entre mille autres – l'Université française aura-t-elle connu, durant les mois de février à mai 2009, le plus long mouvement de protestation jamais vu depuis mai-juin 1968. On y aura entendu, pendant ces forts beaux moments, des slogans typiquement « néo-communistes », tels que : « L'Université n'est pas une entreprise, le savoir n'est pas une marchandise ». Devant la Sorbonne, filtrée, bouclée, fermée, pour un oui pour un non, par un cordon de CRS que doublaient des escouades de vigiles privés, on entendait les étudiants crier : « Police partout, justice nulle part ! » ; « Fac ouverte, aux enfants d'ouvriers ; fac fermée, aux intérêts privés » ; etc. Dans des assemblées rassemblant 500, parfois 1000 jeunes gens, des paroles que l'on aurait cru revenues du fond des âges étaient proférées avec enthousiasme et presque avec évidence : « Vive la jeunesse et la classe ouvrière ! » ; « c'est le capitalisme qui est la cause de tous nos maux ! ». La « chaîne humaine » de 3000 personnes qui se forma autour de la Sorbonne, le 4 mars 2009, chaîne destinée à protéger symboliquement l'Université contre la casse néo-libérale ; la ronde des obstinés, en place de Grève (place de l'Hôtel de Ville), lointain écho de la lutte des Folles de la place de Mai, à Buenos Aires ; les 3 millions de Français qui, le 19 mars, défilèrent dans les cortèges syndicaux : tout cela – parmi des milliers d'autres mouvements sociaux toujours balbutiants, sporadiques, manquant cruellement d'organisation et, plus encore, de perspectives – marquait la fin de 25 années de plomb ou, si l'on préfère, signalait au grand jour l'ampleur de la crise du capitalisme et la nécessité vitale d'un projet dépassant les fort sympathiques mais stériles *parlottes* altermondialistes.

Dans le cadre d'une « grève active » que, faute de cours, nous propositions à nos étudiants, je donnais une conférence à l'Institut d'Arts plastiques de notre Université et je l'intitulais : « La crise : leur logique et la nôtre ». C'était le 16 mars 2009, à l'occasion d'une « Grande Fête des damnés de la Terre ». Puis, une jeune fille chanta, en s'accompagnant au piano. Après un apéritif, à 20 heures, fut enfin proclamée la « fin officielle du capitalisme » ! À une autre occasion, je présentais à des étudiants de première et deuxième années un : « Karl

1. *Ibid.*, p. 23.

2. *Ibid.*, p. 32.

Marx, le retour », – une autre conférence dans laquelle je faisais état de l'impressionnant renouveau et du succès croissant des études marxistes, en France et dans le monde entier. Je mentionnais inévitablement, au passage, le dynamisme et l'accueil plus que favorable fait au séminaire que nous organisons, depuis 2005, Stathis Kouvelakis, Isabelle Garo et moi-même, à la Sorbonne, avec le concours du collectif « Marx au XXI<sup>e</sup> siècle ».

Dans toutes ces circonstances heureuses, ou dans presque toutes, j'ai pu mesurer que la prédiction que je m'étais faite au début des années 80 était en passe de se réaliser : heureux, me disais-je alors, bienheureux sera (à la différence de tous ceux qui auront frénétiquement choisi la « tangente » ou la trahison pure et simple) celui qui, passé cinquante ans, sera de plain-pied avec la jeunesse. Car c'est bien là ce qui advient : on assiste enfin au « retour » des classes sociales, à la résurrection des morts, à la mise à nu des rapports sociaux dans toute leur sauvagerie, leur inhumanité, leur cynisme. Le capitalisme d'aujourd'hui, triomphant et dérégulé, se rapproche comme jamais de son concept et de ses principes fondateurs. Et la jeunesse de ce monde n'y croit plus guère, pour ne pas dire qu'elle s'en détourne massivement. — Mais, sur un point, cependant, j'ai constaté que le courant ne passait toujours pas. Sur la question des pays dits « de l'Est » et sur l'histoire du mouvement communiste, le lavage des cerveaux a été durablement accompli. Certains de mes interlocuteurs les plus mobilisés, les mieux disposés, les plus instruits même, m'ont fait valoir avec une étonnante conviction que communisme et nazisme devaient être tenus pour deux « atrocités » comparables, à peu de choses près équivalentes, et qu'il n'y avait pas lieu de s'insurger contre cette incontestable *donnée*. Aussi est-ce d'abord à ces jeunes gens fort sincères et très justement révoltés que je pense, en laissant publier à nouveau des lignes écrites il y a déjà très longtemps.

## II

*Vingt ans après*. Et même... vingt-cinq... C'est, en effet, en 1985 que j'avais publié le pamphlet qu'on va lire ; et c'est plus de vingt ans plus tard que mes amis Aymeric Monville et Edmond Janssen (autrement dit : les éditions Delga) m'ont aimablement pressé de le rééditer. Depuis la date de sa première parution, comme eût dit l'un des auteurs épinglés ci-après, je me suis fracturé la cheville droite, puis j'ai parfaitement récupéré ma souplesse de jambe, cependant que bien des pays dont il est question dans l'ouvrage disparaissaient corps et

biens <sup>1</sup>. À commencer par l'Union soviétique. Et qu'une foule d'autres émergeaient, parfois de nulle part.

Aujourd'hui, « j'enlève le bas ». J'aurai gagné, pendant ce laps de temps assez considérable à l'échelle d'une vie d'homme, la possibilité de ne plus recourir à l'usage du faux nez ou du pseudonyme, dans une Université française qui a particulièrement brillé durant ce dernier quart de siècle par ce qu'Eric Hobsbawm appelait son « antimarxisme hargneux » <sup>2</sup>. Non sans y subir quelques farces assez mémorables, non sans que plusieurs luttes ne m'en fournissent l'occasion, j'y ai croisé des collègues brillants, talentueux, courageux, aimables en tous points. Mais je m'y suis également fait, au passage, un maximum d'« amis » parmi tous ceux, nombreux, qui, avec frénésie, ont tourné le dos à leurs engagements de jeunesse et n'ont strictement *rien* à dire à ceux ou à celles dont c'est désormais le tour d'être jeunes : anciens soixante-huitards plus ou moins notabilisés, ex-maoïstes appelant constamment de leurs vœux la prochaine guerre projetée par l'Empire, couvrant les tueries, digérant goulûment les tortures, les bombardements, les massacres et – encore bien plus près de chez eux – la destruction méthodique des bases mêmes de la civilisation.

L'édition originale de ce livre (qui ne parle pourtant que d'*eux* !) avait « atteint » une centaine de « professionnels » des médias. Une ligne dans l'*Humanité*, due à Arnaud Spire, et une recension dans le magazine *France-U.R.S.S.* : ce furent là les seuls échos qu'on lui fit dans le petit monde des médias français. Mais, avec l'aide de Daniel Billard (qui avait rédigé *l'Avant-propos* de l'éditeur) et celle de beaucoup de militants bénévoles, nous avons tant bien que mal réussi à écouler les 3000 exemplaires alors imprimés par les Éditions de la Croix de Chavaux.

La deuxième raison pour laquelle je crois bon de rééditer ce livre, c'est donc la rencontre de jeunes éditeurs qui sont résolus à regimber contre la censure, contre la chape de silence et de conformisme imposée en France, depuis vingt-cinq ou trente ans, à la simple expression des idées communistes.

### III

1. Cf. ci-dessous, p. ??? : « La Nathalie du camarade Goldring ».

2. Hobsbawm (Eric J.), *L'Âge des extrêmes*, Histoire du Court XX<sup>e</sup> siècle, Paris, Éditions Complexe / *Le Monde diplomatique*, 2006, p. 8.

« Chute du mur ». Chute du mur de-Berlin-de-la-honte, comme de juste (tous les autres murs qui sont édifiés, dans ce monde un peu plus *bunkerisé* chaque jour, sont *tout* sauf « honteux », sans nul doute ?). Chute du mur de Berlin dont on va bientôt fêter jusqu'à la nausée le vingtième anniversaire, au point qu'on parle même de la « constitutionnaliser » en quelque façon : en « nazifiant » urgemment et officiellement le bilan du « socialisme réel » dans quelque motion officielle, dans un texte que l'on voterait à Strasbourg ou ailleurs, afin d'éviter que les jeunes ne voient toujours davantage dans le communisme une alternative à la « démocratie libérale ».

Dégât collatéral de taille : on en est assez vite venu à regretter, chez les observateurs les moins prévenus en faveur des anciens régimes dits « de l'Est », le *bon temps* de la guerre froide. Si le XX<sup>e</sup> siècle a commencé avec la première guerre mondiale, il s'est terminé en 1991 avec la fin d'un rêve, d'un espoir, mais aussi avec la fin de la cassure d'un monde qu'on se hâta de déclarer, dès lors, pacifié<sup>1</sup>. « Le duopole américano-soviétique était fondé sur une relation de compétition extrêmement dangereuse, mais stable », écrivait ainsi Hervé Coutau-Bégarie<sup>2</sup>. Or, « l'optimisme engendré par la fin inespérée [...] de l'Union soviétique », ajoute plus loin le même auteur, « a fait place à un pessimisme largement partagé »<sup>3</sup>. Un désenchantement généralisé a suivi de très près, en effet, l'euphorie de commande, la joie *télécommandée*. Et la paix, depuis lors, est devenue plus improbable que jamais<sup>4</sup>.

1. Cf. à ce sujet : Marcou (Lilly), *Le Crépuscule du communisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 39.

2. Coutau-Bégarie (Hervé), « Du duopole à la recherche d'autres équilibres. Le retour des années décisives », in : Chaunu (Pierre) éd., *Les Enjeux de la paix. Nous et les autres – XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle* (2<sup>e</sup> colloque du Mémorial « Un musée pour la paix », 8 et 9 déc. 1994), Paris, PUF, 1995, p. 309.

3. *Ibid.*, p. 317.

4. Autre dégat collatéral, dont on a délibérément pris le parti de ne *jamais* trop s'inquiéter dans les médias officiels : la progression, lente mais sûre, de l'extrême-droite en Europe, à l'Ouest comme à l'Est. — Dès 1992, Adam Michnik, approuvé en cela par Václav Havel, s'inquiétait de ce que le « Parti national » (*Stronnictwo Narodowe*) remportât quelques succès en Pologne ; en Ukraine, ajoutait-il, des monuments sont érigés à Bandera (nationaliste qui collabora avec les nazis) ; en Slovaquie, on réhabilitait Mgr Tiso (président d'un gouvernement imposé par les nazis entre 1939 et 1945) ; en Roumanie, le journal *Romania Mare*, chantait la gloire d'Antonescu (dictateur pro-nazi, de 1940 à 1944) et tirait à un million d'exemplaires ; en Hongrie, on honorait le « régent » Horthy (qui fut l'allié modèle d'Hitler) ; etc. — Cf. Szurek (Jean-Charles) et Mink (Georges) éd., *Cet étrange post-communisme. Rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte / Presses du CNRS, 1992, p. 26-27.

L'élection de Mikhaïl Gorbatchev, le 11 mars 1985, au poste de secrétaire général du P.C.U.S., a donc ouvert la dernière phase de la période soviétique de l'histoire russe, une période de six ans au cours de laquelle, de réforme en réforme, d'emballlement en emballlement, un projet censé rendre plus efficient le système soviétique existant déboucha sur l'éclatement, puis sur la disparition de l'U.R.S.S. Partant, l'année 1991 est entrée dans l'histoire comme le terme d'une expérience commencée en 1917, puis institutionnalisée en 1922 par le Traité qui créait l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Une immense « révolution » idéologique, politique, diplomatique, économique et sociale a bouleversé non seulement l'ensemble des structures étatiques et économiques mises en place depuis 1917, mais aussi l'ordre européen et mondial. De sorte que le paysage international qui fait suite à la division du monde en deux « blocs », puis à l'hégémonie d'un seul des deux anciens « super-grands », tend vers un système de plus en plus fractionné, avec de grands blocs régionaux, séparés par de vastes zones d'instabilité dont ces derniers vont toujours davantage vouloir se couper et se protéger.

Quelques poncifs, répétés à l'envi, ont fait office, « à chaud », d'analyse ou, tout du moins, de consignation de l'événement. « Incapable de se renouveler », tranchait ainsi Anne de Tinguy, le système « s'est autodétruit »<sup>1</sup>. Même idée et même jargon médiatique, quelques pages plus loin : « le régime soviétique, miné de l'intérieur, incapable de se réformer, s'est autodétruit »<sup>2</sup>. Pour faire bon compte, on ajoute que « ce phénomène [...] n'est pas le résultat de pressions externes »<sup>3</sup> : c'est tout juste si l'on admet qu'il a été « accéléré par l'évolution de la relation de l'U.R.S.S. avec le monde extérieur »<sup>4</sup>.

On doit convenir, à cet égard, que les résultats des récentes élections européennes (juin 2009) ne sont guère rassérénants : hyper-abstention (57% au total, avec des pointes à 70 %, voire... 90 % dans certaines villes et quartiers populaires) ; poussée relative des droites ; 17 % des suffrages pour l'extrême-droite aux Pays-Bas, etc.

1. Tinguy (Anne de), « Effondrement ou suicide ? », in : Tinguy (Anne de) éd., *L'Effondrement de l'empire soviétique*, Bruxelles, Bruylant, 1998, p. 6-7.

2. *Ibid.*, p. 57.

3. Points de vue calqués sur ceux de Jonas Tallberg, « Explaining the collapse : a review of four approaches to the breakdown of the Soviet Union », *Statesvetenskaplig Tidskrift*, 1996, vol. 99, n° 1, p. 91, et de Zafar Imam (N. V. Romanovsky), « How and why the Soviet Union disintegrated ? », *International Studies*, vol. 29, n° 4, oct.-déc. 1992, p. 401-402.

4. Tinguy (Anne de), « Effondrement ou suicide ? », in : Tinguy (Anne de) éd., *L'Effondrement de l'empire soviétique*, op. cit., p. 6-7.

« L' l'U.R.S.S. s'est autodétruite » : on re-re-dit cela à la p. 76, pour qui n'aurait pas bien compris. « Elle [l'U.R.S.S.] s'est effondrée parce que l'idéologie qui sous-tendait le système socio-politique qu'elle avait construit n'était qu'un leurre. Cet événement aurait pu se produire plus tôt ou plus tard. Il est intervenu le jour où des réformes qui ont touché aux fondements du système ont été entreprises, réformes qui ont toutes échoué »<sup>1</sup>. « À la stupéfaction générale », « en quelques mois, comme un château de cartes », le système « s'est de lui-même écroulé »<sup>2</sup> ; etc. Le *breakdown* (autrement dit la *panne*, la *décomposition*, ou encore l'*éclatement* de l'Union soviétique), écrivait plus près de nous Nick Besley, serait dû à quatre causes, toutes *internes* en dernière analyse : la montée des nationalismes, que la fin de la Guerre froide a rendue possible ; les mauvaises performances du système économique ; le « morcellement de l'élite » ; et la faillite des institutions de l'État<sup>3</sup>. Quant à Moshe Lewin, d'ordinaire beaucoup plus circonspect, il affirmait, en 1997, que « ce n'est pas la course aux armements [...] qui a causé la mort de l'U.R.S.S., bien qu'elle ait eu son influence ». Le « facteur décisif » serait à rechercher, selon lui, « du côté des "mécanismes" propres au système soviétique »<sup>4</sup>.

J'ai déjà indiqué tout cela dans l'*Introduction* à mon ouvrage intitulé : *Lénine et la Révolution*<sup>5</sup>. *The Fall of the Soviet Empire*<sup>6</sup>, *The Disintegration of the Soviet Union*<sup>7</sup>, *The Causes of the Soviet Collapse*<sup>8</sup>, *L'Énigme de la désagrégation communiste*<sup>9</sup>, etc., – la liste des expressions ou des déclarations de ce type concernant la fin de l'Union soviétique en 1989-1991 pourrait donner lieu à une

1. *Ibid.*, p. 76.

2. *Ibid.*, p. 3 et 6.

3. Besley (Nick), *The End of the Cold War and the Causes of the Soviet Collapse*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004, p. 109 et 120-121.

4. Lewin (Moshe), «Quatre-vingt ans après la Révolution d'Octobre. Pourquoi l'Union soviétique a fasciné le monde», *Le Monde diplomatique*, novembre 1997.

5. Salem (Jean), *Lénine et la révolution*, Paris, Michalon (« Encre Marine »), 2006, p. 29-31 et *passim*.

6. Dunlop (John B.), *The Rise of Russia and the Fall of the Soviet Empire*, Princeton University Press, Princeton (New Jersey), 1993.

7. Cf. Fowkes (Ben), *The Disintegration of the Soviet Union*, Basingstoke, Macmillan Press Ltd, 1997 ; cf. également : Williamson (John) ed., *Economic Consequences of Soviet Disintegration*, Washington, D. C., Institute for International Economics, 1993.

8. Cf. Besley (Nick), *The End of the Cold War and the Causes of the Soviet Collapse*, *op. cit.*

9. Titre d'un travail édité par la Fondation Saint-Simon ; cf. à ce propos : Laurent (Vincent), « Enquête sur la Fondation Saint-Simon. Les architectes du social-libéralisme », *Le Monde diplomatique*, septembre 1998.

interminable litanie d'appréciations toutes convergentes : l'U.R.S.S., comme l'aurait fait un enfant maladroit (ou un handicapé moteur ?), est tombée *toute seule*...

Albert Soboul se plaisait à répéter, cependant, dans ses cours consacrés à la Révolution française, que le 10 août 1792 (jour de l'insurrection populaire qui contraignit l'Assemblée législative à prononcer la suspension du monarque), il n'y avait pas eu « chute » mais *renversement* de la monarchie. Car, ajoutait-il avec un sourire, celle-ci *n'est pas tombée toute seule !* Et l'U.R.S.S. non plus, en 1991. Le début de la « guerre froide » et la fin de sa résurgence, après l'intermède de la « détente » dans les années 72-80, n'avaient-ils pas été marqués, d'ailleurs, par deux avertissements militaires des plus explicites ? Ce furent deux menaces non seulement de guerre, mais de guerre totale ou d'anéantissement : la destruction atomique d'Hiroshima et Nagasaki décidée par Harry Truman et le programme de « guerre des étoiles » lancé par Ronald Reagan <sup>1</sup>. Personne ou presque n'aura donc retenu, parmi ceux qui ont décrit la récente fin de l'U.R.S.S., que l'un des buts explicites de l'Initiative de Défense Stratégique (SDI), lancée en 1983 par l'équipe Reagan, était de « mettre à genoux la puissance soviétique », de l'ébranler puis de la ruiner par une relance effrénée de la course aux armements. — Aussi, le caractère mystificateur de catégories qui prétendent définir comme un processus purement spontané et interne, une crise qui ne peut pas être séparée de la formidable pression exercée par le camp adverse, nous paraît-il absolument évident. Et la catégorie d'« implosion » ou de « collapsus », ainsi que tous ses succédanés énumérés ci-dessus, pourrait donc bien participer d'une mythologie apologétique du capitalisme et de l'impérialisme. Déjà, elle ne sert plus guère, comme l'a écrit Domenico Losurdo, qu'à « couronner les vainqueurs » <sup>2</sup>.

À dire vrai, l'U.R.S.S. était engagée, au début des années 1980, dans une compétition militaire non seulement avec les États-Unis, mais aussi avec l'ensemble du monde extérieur, y compris l'Europe, la Chine et le Japon. Les adversaires des Soviétiques avaient, tacitement ou expressément, la possibilité de partager le fardeau de cette compétition militaire, en coordonnant leurs politiques et en unissant plus ou moins leurs efforts. La situation était bien différente du côté de l'U.R.S.S. : ses alliés et clients d'Europe, d'Amérique centrale, d'Asie

1. Cf. Losurdo (Domenico), *Fuir l'histoire ? Essai sur l'autophobie des communistes*, Paris, Le Temps des cerises, 2000, p. 37 ; rééd. Delga (augmentée), 2007 : p. 31-32.

2. *Ibid.*, p. 37 (rééd. Delga : p. 32).



de l'est, du Moyen-Orient et d'Afrique n'étaient guère en mesure de l'aider. Il va donc de soi que la décision américaine d'élever le niveau technologique de la course aux armements a mis l'Union soviétique dans une position plus que difficile. Face à l'initiative de défense stratégique lancée par l'administration Reagan en 1983, soit l'U.R.S.S. perdait la compétition du fait de son incapacité à égaler les États-Unis dans le domaine économique et technique, soit elle entreprenait des réformes politiques et économiques radicales. Et c'est au « complexe militaro-industriel » soviétique, qui jusque-là avait été le principal obstacle aux réformes, qu'est revenue, d'une certaine manière, la mission d'engager les changements qui ont, en définitive, coûté la vie à l'U.R.S.S.

Il paraît aller de soi, au vu de ces quelques rappels, que si l'Union soviétique avait utilisé son potentiel humain, intellectuel et économique à des fins civiles au lieu d'être contrainte de les gaspiller en fabriquant toujours plus d'armements, elle aurait pu vivre plus longtemps et aurait sans nul doute pu se transformer en un État plus prospère et plus stable. — Il reste qu'elle s'est « effondrée » en 1991 plutôt qu'en 1951 ou en 1971, alors même que le poids de la course aux armements sur l'économie soviétique (en pourcentage dépensé pour la défense dans le PNB) était beaucoup plus lourd au début de la guerre froide qu'à la fin. Il reste que le communisme fut d'abord triomphant, ensuite stagnant, et finalement déclinant. L'immobilisme politique qui prévalut pendant deux décennies, l'extension de la corruption, le scepticisme généralisé en matière d'idéologie, la division du mouvement communiste international, etc., auront à l'évidence favorisé le délitement d'un système déjà mis à mal par le coût insupportable d'une course aux armements qui, plus expressément que jamais, lui avait été *imposée*.

Lors du plenum d'avril 1985, Mikhaïl Gorbatchev construisit son premier grand discours autour d'une critique de la situation de l'économie et de la société pour en appeler à une « accélération » (*ouskorenie*) du rythme du développement national, lequel enregistrait une inquiétante *stagnation* depuis plusieurs années déjà. La *perestroïka* (la « reconstruction ») ne dit pas encore tout à fait son nom, mais elle deviendra le mot d'ordre officiel à l'occasion du XXVII<sup>e</sup> Congrès du Parti, en mars 1986. Pour M. Gorbatchev, la *perestroïka* est la « politique qui a pour but d'activer les progrès sociaux et économiques du pays et de créer un renouveau dans toutes les sphères de la vie ». — Sur le plan économique, le bilan des années 1985-1991 fut tout bonnement catastrophique. Le niveau de vie des Soviétiques s'effondra, rendant chaque jour moins crédible, aux yeux de la population, le discours sur les réformes économiques. Les résultats

agricoles chutèrent et le ravitaillement s'en ressentit aussitôt. Les taux de croissance industrielle n'en finirent jamais de baisser, pour atteindre zéro (en 1989) et  $-8\%$  en 1990. Les tensions inflationnistes s'aggravèrent, en liaison avec un très important déficit budgétaire, qui dépassa, en 1988-1989, 100 milliards de roubles (11 % du PNB). Le rouble plongea (10 roubles pour 1 dollar US fin 1990, 120 roubles un an plus tard), et la désorganisation de la production contraignit le gouvernement à réintroduire des tickets de rationnement pour certains produits <sup>1</sup>.

La *perestroïka* gorbatchevienne fut à l'origine une révolution *par le haut* : elle l'est restée pour l'essentiel. En détruisant les mécanismes qui maintenaient la cohésion de la société, elle fut, tous s'accordent à peu près là-dessus, une « drôle de révolution », une « révolution sans révolutionnaires », une « révolution de velours »... <sup>2</sup>, un « événement que nous avons peine à nommer une révolution » <sup>3</sup>. Elle servit surtout les intérêts de la jeune génération de bureaucrates, la plus dynamique, – celle, en particulier, qui, dans les républiques, souhaitait être débarrassée des survivants de la période bréjnevienne. Cette partie de la nomenklatura, que Gorbatchev déçut assez rapidement, s'est placée comme un des groupes pouvant former par privilège le noyau d'une future classe possédante ; elle est passée par la suite du côté de Boris Eltsine ; puis elle a, de fait, favorisé la concentration du pouvoir entre les mains de l'oligarchie financière. — Quant à la non moins célèbre *glasnost* (« transparence », « publicité »), elle aura surtout conduit à une extraordinaire floraison de médias réactionnaires ou sociaux-démocrates et à un effacement accéléré des positions communistes. Elle aura permis, au passage, une révision de fond en comble, voire une *satanisation* échevelée de l'ensemble de l'histoire soviétique. « En deux ans, écrivait Martin Malia (qui s'en réjouissait), elle a mis à bas soixante-dix ans de travail idéologique » <sup>4</sup>. Le parti laissa la droite imposer peu à peu sa propre interprétation des réformes. Et l'on passa ainsi de la reconnaissance de la diversité des formes de propriété à la condamnation sans appel du secteur public et à l'exaltation sans mesure

1. Cf. à ce propos : Werth (Nicolas), *Histoire de l'Union soviétique, de Khrouchtchev à Gorbatchev*, Paris, PUF (« Que sais-je ? »), 2007, p. 115-116 sq.

2. Szurek (Jean-Charles) et Mink (Georges) éd., *Cet étrange post-communisme. Rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte / Presses du CNRS, 1992, p. 8.

3. Lefort (Claude), *La Complication. Retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999, p. 38.

4. Malia (Martin), *La Tragédie soviétique – Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris, Seuil, 1995, p. 501.

du privé. Du respect des identités nationales, on en vint peu à peu aux pires dérives identitaires, chauvines, centrifuges, mortifères <sup>1</sup>.

L'échec du putsch du 19 août 1991 permit enfin à Boris Eltsine, alors président du Parlement de la Fédération de Russie, de suspendre le Parti communiste, puis de l'interdire <sup>2</sup>. L'échec de ce putsch fort mal ficelé accéléra, en outre, la désagrégation de l'Union : huit républiques proclamèrent leur indépendance. Les trois républiques baltes obtinrent aussitôt une reconnaissance internationale. Le 8 décembre 1991, les présidents de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, réunis à Minsk, constatant que « l'Union soviétique n'existe plus », décidèrent de former une « Communauté des États indépendants » ouverte à « tous les États de l'ex-U.R.S.S. ». Il ne restait plus alors à M. Gorbatchev qu'à mettre fin à ses fonctions de président d'une entité qui a cessé d'exister. — « Œuvrant à ce que la lutte des deux systèmes s'estompe, plaçant la lutte des classes au second rang et gommant la guerre idéologique qui émaillait la coexistence pacifique, mettant l'accent sur les problèmes humanitaires comme patrimoine commun », la *perestroïka*, comme l'a écrit Lilly Marcou, avait enlevé leur raison d'être aux vieux canons du communisme <sup>3</sup>. C'est pourquoi elle me fournit, si j'ose dire, une troisième raison pour que soit réédité un livre datant cette période pendant laquelle on a tant *gorblaté* à Moscou <sup>4</sup>, avec les remarquables résultats qu'on vient de récapituler brièvement.

#### IV

Ce n'est pas ici le lieu de multiplier les « questions » susceptibles de contredire le prêt-à-penser du moment. Ce n'est pas le lieu de se demander comment une force aussi nuisible que le communisme aura pu conserver tant d'assise et comment elle a pu continuer de remporter des succès électoraux, parfois éclatants, comme ce fut le cas en décembre 1995, avec la victoire des communistes russes à la Douma, par exemple <sup>5</sup>. Un an plus tard, en 1996, alors que tout l'appareil

1. Cf. Streiff (Gérard), *Ex-U.R.S.S., un nouveau tiers-monde*, Paris, Messidor / Éditions sociales, 1992, p. 17 et p. 40-41.

2. Boris Eltsine : « démocrate » sincère, qui fera donner l'assaut au Parlement russe, dans lequel les députés s'étaient retranchés, le 4 octobre 1993. 150 morts, 1000 blessés.

3. Marcou (Lilly), *Le Crépuscule du communisme*, *op. cit.*, p. 20-21.

4. Le mot est d'Alexandre Zinoviev : cf. son livre *Katastroïka*, Lausanne, Éd. L'Âge d'homme, 1990, p. 47.

5. Cf. à ce propos : Marcou (Lilly), *Le Crépuscule du communisme*, *op. cit.*,

administratif était mobilisé en vue de la réélection de Boris Eltsine, ce dernier n'obtint finalement que 53,7 % des voix, contre 40,4 % au dirigeant communiste Guennadi Ziouganov. Ce n'est pas le lieu, non plus, de gloser sur l'histoire rêvée, sur l'histoire passée à la moulinette de la prédication libérale qui fait désormais office de *koinè*, ici comme ailleurs : selon une étude de l'IFOP, 20 % seulement des Français estimaient en 2004 que la part de l'U.R.S.S. fût prépondérante dans la victoire sur le nazisme (contre 57 %, paraît-il, en 1945). L'ignorance est d'ailleurs himalayenne à ce point qu'une majorité des jeunes Français questionnés en 1984, à l'occasion d'un autre « sondage », aurait considéré que l'U.R.S.S. avait été l'alliée de... l'Allemagne hitlérienne durant la deuxième guerre mondiale <sup>1</sup>.

Mon *Rideau de fer sur le Boul'Mich* ne visait en effet nullement à présenter un chapelet de pensées édifiantes touchant l'idéal communiste, encore moins à tenter d'étudier avec quelque sérieux l'histoire diplomatique de l'Union soviétique <sup>2</sup>. Il ne consistait pas davantage, je le précisais d'entrée de jeu, à composer une apologie du « socialisme réel » <sup>3</sup>. Je tentais surtout d'y souligner l'effrayante porosité qui, sur ce chapitre plus encore que sur beaucoup d'autres, existe entre le bobard pur et simple, son amplification médiatique et les discours à prétention savante de « chercheurs » toujours plus partisans et chaque jour un peu moins rigoureux. La suite n'a pas été pour me décevoir... En 1992, V. Volkoff, l'essayiste déjà cité, déclarait sans barguigner que « le communisme [...] a causé en quelque soixante-dix ans quelque deux cents millions de morts » <sup>4</sup>. Sur un registre à peine plus sérieux, *Le Livre noir du communisme* (200.000 exemplaires vendus en France, autant en Italie) réduisait généreusement ce prétendu bilan de moitié, mais bénéficiait d'une véritable campagne de propagande destinée à enfoncer dans les crânes l'idée que la criminalité

p. 7 et p. 62-63.

1. Sondage réalisé en juin 1984, quelques jours avant une « commémoration » très étroitement atlantiste du débarquement allié sur les plages de Normandie.

2. On rappellerait, par exemple, dans une telle histoire, que l'U.R.S.S. signa en août 1939 avec le Reich allemand le pacte de non-agression qui l'épargnait provisoirement. Mais que les accords de Munich par lesquels Paris, Londres, et Rome, permirent à Berlin d'annexer les Sudètes et d'avoir les mains libres à l'Est, avaient été passés un an auparavant, soit le 29 septembre 1938.

3. Cf. ci-dessous, p. ???.

4. Volkoff (Vladimir), *La Bête et le venin, ou La Fin du communisme*, op. cit., p. 9.

réside au cœur même de l'entreprise communiste <sup>1</sup>. Ce n'était plus le « paradoxe d'un grand idéal aboutissant à un grand crime » <sup>2</sup> ; c'était une « logique génocidaire », dont on pouvait parler muni d'une casquette du CNRS <sup>3</sup>. Deux ans plus tôt, *Le Passé d'une illusion*, le livre de François Furet, produit tardif de la guerre froide et de la chasse aux sorcières, avait eu droit à une promotion du même ordre <sup>4</sup>. De quoi ne pas me faire regretter d'avoir écrit dès 1985, concernant les pseudo-chiffrages et les dénombrements infinis : « La soviétologie, c'est l'aventure du *Pourquoi pas ?* » <sup>5</sup>. — Et lorsque l'on invoque sans sourire des « études » états-uniennes ayant gravement comparé

1. Courtois (Stéphane), Werth (Nicolas), Panné (Jean-Louis), Paczkowski (Andrzej), Bartosek (Karel) et Margolin (Jean-Louis), *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

2. Expression due à Martin Malia, *La Tragédie soviétique – Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, *op. cit.*, p. 15.

3. Courtois (Stéphane), « Les Crimes du communisme », *in : Le Livre noir du communisme*, *op. cit.*, p. 30.

4 Furet (François), *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Robert Laffont / Calmann-Lévy, 1995.

5. Cf. ci-dessous, p. ?? — Eric Hobsbawm a écrit, de son côté, dans *L'Âge des extrêmes. Histoire du Court XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Complexe / Le Monde diplomatique, 1994, p. 508 : « Probablement ne sera-t-il jamais possible de calculer convenablement le coût des décennies de fer en Russie, puisque même les statistiques officielles des exécutions de la population du Goulag – telles qu'elles existent ou qu'elles pourraient devenir disponibles – ne sauraient couvrir toutes les pertes ; de plus, les estimations varient considérablement suivant les points de vue retenus. [...] Reste que, quelles que soient les hypothèses retenues, le nombre des victimes directes et indirectes doit se mesurer en huit chiffres plutôt qu'en sept. Dans ces circonstances, il importe peu qu'on retienne une estimation prudente, plus proche de dix millions que de vingt, ou un chiffre plus élevé : dans tous les cas, on a un bilan honteux, que rien ne saurait atténuer ni justifier ». — J'avoue que ces approximations (assumées comme telles), fussent-elles celles d'un immense savant, ne me paraissent pas, elles non plus, totalement convaincantes. Et si mes perplexités paraissaient malséantes à l'excès, je renverrais mes contradicteurs au fait qu'ils ont tous « vu », comme moi, fin 1989, les 5000 suppliciés de Timisoara, et qu'ils ont tous été « informés », en mondovision, de la fin sanglante du régime des Ceausescu et du massacre subséquent de 60000 citoyens roumains. Or, les cadavres filmés à Timisoara provenaient d'une morgue et avaient fait l'objet d'une grossière mise en scène ; et l'on s'accorde à estimer à 600 (ou, au plus, à 1000) le nombre de personnes qui trouvèrent la mort au cours des émeutes roumaines de décembre 89. Cf. à ce propos : Castex (Michel), *Un mensonge gros comme le siècle. Roumanie, l'histoire d'une manipulation*, Paris, Albin Michel, 1990.

l'U.R.S.S. (« superpuissance sous-développée », ajoutait l'auteur) à « une Haute-Volta [possédant] des armes nucléaires », chacun peut comprendre assez facilement que ce qui est proposé aux lecteurs tient tout autant de la propagande pure et simple que de la recherche universitaire<sup>1</sup>. Nous avons, en effet, naïvement considéré jusque-là que la transformation de l'U.R.S.S. en semi-colonie, sa tiers-mondisation, que la fuite des cerveaux et le sentiment que tout y était à vendre avaient *suivi* et non pas *précédé* la dollarisation progressive de son économie, l'imposition d'un modèle américain omniprésent, envahissant, avec ses sous-produits les plus délétères (des reportages à la publicité – en passant par « Dallas »)<sup>2</sup>. Nous pensions que c'était cela qui avait envahi un pays-continent qui avait été, précisément, « un pays du tiers-monde ayant réussi à résoudre les trois problèmes fondamentaux : nourrir, éduquer, soigner »<sup>3</sup>.

À vrai dire, on pourra m'opposer à bon droit, au pays du Tour de France gangrené par la dope et par les nombreux cancers très suspects qui y frappent les champions cyclistes, que les hormones d'Allemagne de l'Est n'étaient pas une pure invention ; que les hormones semblent effectivement avoir fait l'objet d'une culture assez florissante dans l'ancienne RDA. Je reconnaîtrais même bien volontiers que le matraquage était tel que, pendant deux ou trois jours, en avril 1986, le désastre de Tchernobyl a pu me paraître très probablement outré, *comme tout le reste*, par les médias occidentaux (la suite a très vite démontré l'ampleur de la catastrophe et nous a appris, par surcroît, que celle-ci avait été sciemment sous-évaluée par la « communication » gouvernementale française et par ses complaisants relais : tout en dénigrant encore et encore l'opacité de l'information soviétique, les mêmes proclamèrent en effet, sans rire et simultanément, que le nuage radioactif s'était arrêté sagement... juste aux frontières de l'hexagone. On aura beau jeu de me tenir tous les discours qu'on voudra sur la

1. Tinguay (Anne de), « Effondrement ou suicide ? », *in* : Tinguay (Anne de) éd., *L'Effondrement de l'empire soviétique, op. cit.*, p. 4, note 6.

2. Miguel Urbano a parfaitement décrit l'effarement que procure une visite du Moscou d'aujourd'hui, avec ses prix ahurissants, ses casinos, sa richesse arrogante et l'in vraisemblable contraste qui existe entre cette citadelle du capitalisme sauvage et le reste de la très pauvre Russie ; cf. son article [en portugais] : Urbano Rodrigues (Miguel), « Dez dias em Moscovo. Un encontro doloroso », à l'adresse :

<http://odiario.info/articulo.php?p=1267&more=1&c=1>.

3. Cf. Perrault (Gilles), *Un homme à part*, Barrault, 1984. — L'« homme à part » étant Henri Curiel, c'est à lui (comme à une foule de militants et autres *citoyens du tiers-monde*) que revient la paternité de ce jugement.

réalité de l'échec du « socialisme réel ». Tu as même l'autorisation, cher lecteur, de considérer, comme le fit Zinoviev, que la différence entre socialisme et *perestroïka* est plus que ténue :

« — Vous savez la différence entre un développement accéléré et la stagnation ?

— Non.

— Eh bien, c'est la même qu'entre la diarrhée et la constipation. C'est toujours la même merde, mais en accéléré »<sup>1</sup>.

Je n'en dévierai pas pour si peu de la ligne que je m'étais tracée à l'époque où j'ai rédigé l'ouvrage qu'on va lire : car il s'agissait de faire ressortir à quels sommets de haine et d'« autophobie » était parvenu le discours standard de la gauche française passée sous le régime de l'hégémonie social-démocrate. — Certes, et cette critique-là me paraît plus sérieuse, on se fourvoierait grandement en prétendant que le système capitaliste ne repose jamais que sur un « simple gavage mental » et que la bataille idéologique se réduit à la dénonciation d'un « ensemble d'énoncés mensongers »<sup>2</sup>. Il n'y a pas lieu de surévaluer le rôle des idées dans un système dont la base réelle, dont le premier moteur est la valorisation fanatique de la valeur, comme dit Marx<sup>3</sup>. Reste que les idées dominantes du XXI<sup>e</sup> siècle commençant sont celles d'une domination qui cherche moins à idéaliser son règne qu'à diaboliser les alternatives. Margaret Thatcher a résumé dans les quatre lettres d'un acronyme son principe simplissime : TINA, *There Is No Alternative*<sup>4</sup>. Mêmes procédés, mêmes mécanismes délirantes et fantasmes analogues à ceux des années 80 : c'est là une quatrième et dernière raison pour publier ce livre à nouveau. Car si tous reconnaissent volontiers, depuis déjà quelques mois particulièrement douloureux, que le capitalisme est devenu fou, beaucoup n'en continueront pas moins de crier que... rien ne vaut le capitalisme ! En déshonorant l'idéal. En discréditant les combats passés. En décourageant pour désespérer. En condamnant *tout ce qui bouge* dans ce monde qu'ils mènent à l'abîme.

Jean Salem

Paris, le 8 septembre 2009

1. Zinoviev (Alexandre), *Katastroïka*, Lausanne, Éd. L'Âge d'homme, 1990, p. 195 (cf. également : p. 88).

2. Expressions empruntées à : Garo (Isabelle), *L'Idéologie ou la pensée embarquée*, Paris, La Fabrique, 2009, p. 61-62 et 87.

3. Marx (Karl), *Le Capital*, livre I, trad. Jean-Pierre Lefebvre, Paris, PUF, 1993, p. 663.

4. Cf. Garo (Isabelle), *L'Idéologie ou la pensée embarquée*, *op. cit.*, p. 49.